

*Bibliothèque numérique*

medic@

**Delafond, Onésime. Discours  
prononcé par O. Delafond... à la  
réunion du comice agricole de  
l'arrondissement de Cosne, à  
Saint-Amand, le 3 septembre 1848**

*Nevers : imprimerie de I.-M. Fay, 1848.*

*Cote : Ecole nationale vétérinaire d'Alfort*

151150

PRONONCÉ PAR

Chevalier de la Légion-d'Honneur,

**Professeur à l'École nationale d'Alfort,**

NÉ A SAINT-AMAND-EN-PUISAYE,

A LA RÉUNION DU COMICE AGRICOLE DE L'ARRONDISSEMENT DE COSNE,

A SAINT-AMAND,

LE 3 SEPTEMBRE 1848.

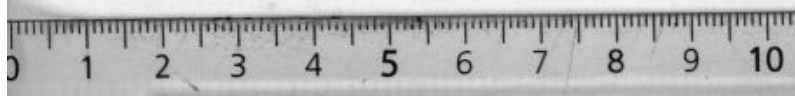
L'agriculture est le plus grand des intérêts sociaux et l'un des conditions essentielles de la civilisation. C'est par elle que les nations acquièrent et prospèrent; c'est elle aussi qui nourrit les peuples, crée les richesses, et qui, par ses produits, ses industries, son commerce, son trafic et son transport, forme les fondements de la prospérité nationale.

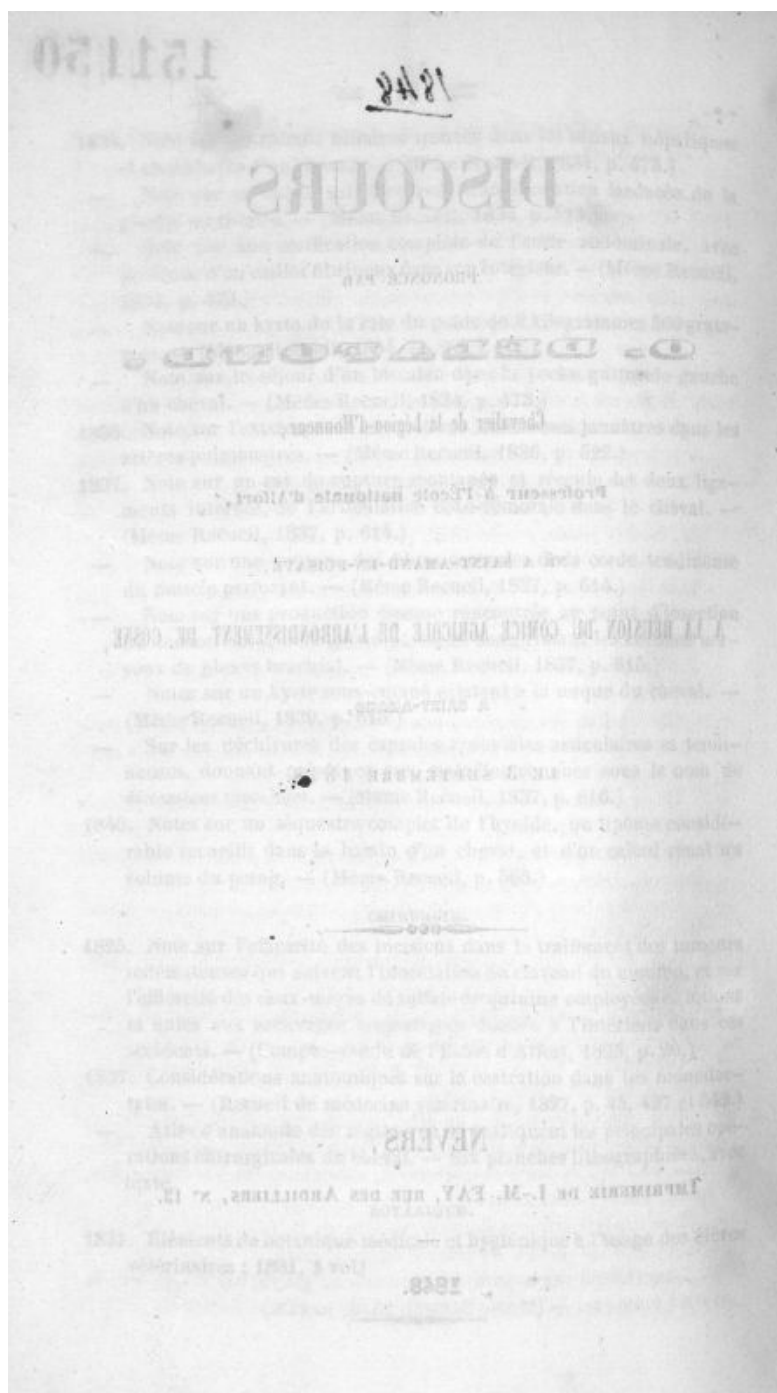
NEVERS,

IMPRIMERIE DE I.-M. FAY, RUE DES ARDILLIERS, N° 13.

1948.

1948.





# DISCOURS

PRONONCÉ PAR

**O. DELAFOND**

Chevalier de la Légion-d'Honneur.

Professeur à l'école nationale d'Alfort.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, MESSIEURS,

L'agriculture est la première des nécessités humaines, le plus grand des intérêts sociaux et l'une des conditions essentielles de la civilisation. C'est par elle que les nations grandissent et prospèrent ; c'est elle aussi qui enfante les générations viriles, et qui, par ses rudes travaux, ses habitudes d'ordre, de frugalité et de persévérance, forme les soldats endurcis, dévoués et courageux.

La Suisse et les États-Unis doivent leur indépendance aux enfants de l'agriculture ; et c'est à la levée en masse de 1792 que les libertés françaises doivent de n'avoir pas été étouffées dans leur berceau.

Mais un dernier titre qui seul suffit pour signaler l'agriculture comme la première des forces vitales de la société, c'est la rénovation perpétuelle de la richesse publique au moyen d'une immense création de produits variés, dont la

valeur annuelle s'élève en France à plus de sept milliards et demi, ou à presque le triple de tout le numéraire du pays. Parmi ces richesses, la culture des céréales est la plus ancienne, la plus vaste, la plus productive, la plus utile et la plus riche de toutes celles de la France. Elle comporte plus de *quatorze millions* d'hectares. C'est plus d'un quart de l'étendue de tout notre territoire; et la surface entière de toute l'Angleterre n'est pas beaucoup plus vaste. Culture immense, qui fournit au pays plus de cent quatre-vingt-deux millions d'hectolitres de grains destinés à la subsistance de l'homme et des animaux domestiques.

Une grande question a agité depuis long-temps les économistes modernes et occupe encore plus que jamais les amis de l'humanité : c'est celle qui se rattache à la subsistance du peuple. Qui le croirait, cette France si étendue, si belle et si riche; cette terre que toutes les nations civilisées admirent et envient, c'est à peine si elle peut nourrir ses trente-cinq millions d'habitants. Vérité étrange, affligeante même, qui n'est pas assez répandue; mais que les personnes amies des classes laborieuses devraient toujours avoir présente à la pensée.

Permettez-moi donc, Messieurs, de lever ici un coin du voile qui cache ce mal, et de vous entretenir de quelques idées qui, si elles étaient adoptées, pourraient y apporter un salutaire remède.

De 1815 à 1840, époque de notre dernier *budget officiel* sur la richesse agricole de la France, la production du froment n'a pas égalé sa consommation. Il a fallu, à la suite de vingt-deux récoltes, introduire chez nous des blés étrangers. Qui pourrait croire que, dans notre pays, sur trois moissons en blé, une seule est suffisante pour égaler entièrement la consommation de ce grain? qui pourrait s'imaginer que, pour suffire à ses besoins depuis trente-trois ans, la France a importé annuellement et en moyenne plus d'un million d'hectolitres de blé, estimé à trente-un millions de francs; qui aurait pu supposer que dans la disette de 1847 nous aurions été forcés d'acheter du blé à l'étranger pour la somme de trois cent millions.

Enfin, de 1817 à 1847 nos importations en blé se sont élevées à plus d'un milliard, et cette somme énorme n'a pu fournir qu'à cent quarante-quatre jours de subsistance,



ce qui donne le chiffre énorme de six à sept millions de dépenses par vingt-quatre heures (1).

Vous le voyez, Messieurs, et bien que cette vérité soit pénible à dire, la France ne produit donc pas aujourd'hui assez de blé pour nourrir ses habitants.

Or, si par une amélioration de l'économie rurale on augmentait le produit moyen et annuel de chaque hectare de blé d'un demi-hectolitre seulement, quantité qui n'accuserait pas, assurément, un grand progrès, nous produirions plus de six millions d'hectolitres par an, ou un excédant de plus de cinq millions de ce qui est nécessaire à notre consommation annuelle. Eh bien ! Messieurs, cet excédant est-il au-dessus de nos forces productives agricoles ? Qui oserait en douter ?

Le météil qui sert à l'alimentation des classes laborieuses nous manque également. Année moyenne, le commerce est forcé d'en fabriquer en dehors de la récolte plus d'un million d'hectolitres.

Quant au seigle et à l'orge, nous n'en manquons pas : la production excède la consommation de plus de quatre millions d'hectolitres ; mais cette richesse n'est-elle pas une véritable pauvreté qui accuse le peu de progrès de notre agriculture. Cet excédant donné au bétail concourt, je dois le faire remarquer, à la production de la viande ; mais toujours est-il qu'aujourd'hui, si toute la population n'est point appelée à manger du pain de blé, et est forcée de se nourrir, dans beaucoup de départements, de pain de seigle, d'orge, de sarrasin, ce grain de misère, de maïs, de châtaignes et de pommes de terre, il faut en accuser nos faibles moyens de production en blé.

La famine, disait-on il y a quelques années, n'est plus possible en France, la pomme de terre est là pour nous sauver. Il est vrai que cet admirable végétal, que nous devons considérer comme un des plus beaux dons que nous ait faits le Nouveau-Monde, donnait à la France une abondante récolte excédant de plus de sept millions d'hectolitres la consommation ; mais, vous le savez, depuis cinq à six ans, une maladie désastreuse dont on ignore la cause et dont le remède est encore inconnu, attaque ce tuber-

(1) Moreau de Jonès, *Statistique agricole*, 1848.

culé alimentaire, et nous force à ne plus compter sur cette précieuse ressource. Les haricots, les pois, les fèves, les lentilles sont donc appelés à remplacer le déficit annoncé dans la récolte des pommes de terre. Aussi la production de ces légumes s'est-elle élevée, dès 1847, à plus de quarante-neuf millions d'hectolitres au-dessus des produits ordinaires.

Nous ne possédons pas non plus assez d'animaux domestiques relativement aux besoins de notre population. Il y a plus : nos races principales de chevaux, de gros bétail et de moutons ayant été négligées depuis long-temps, les unes se sont abâtardies, les autres, à l'exception de quelques-unes, n'ont pas été assez perfectionnées. Enfin, notre pénurie en chevaux et en bétail était encore si grande en 1846, que la France a été forcée à cette époque d'en acheter à l'étranger *cent quarante-cinq mille*, dont la valeur officielle déclarée à nos frontières s'élève à plus de *dix millions* de francs. Mais ce n'est pas tout : Nous importons encore, qui le croirait, plus de *dix-huit millions* de kilogrammes de laine brute, dont le prix monte à plus de *trente-six millions*. Enfin, plus de *quatre millions* de kilogrammes de fromage qui donnent en argent près de *cinq millions*.

En somme, nos importations annuelles, tant en animaux domestiques qu'en laine et en fromage, s'élèvent à plus de *cinquante millions* de francs.

Il est vrai que nous exportons des mulets en Espagne et en Italie pour la valeur de plus de *quatorze millions*, mais déduction faite de cette somme, nos importations s'élèvent donc encore à plus de *trente-six millions*.

Ce n'est donc pas encore, Messieurs, au point de vue de sa population animale que la France se montre indépendante de l'étranger.

Quant à la production de la viande destinée à la subsistance de la population laborieuse notamment, les ressources de notre pays sont encore des plus minimes. Ces vérités sont tristes à dire ; mais, Messieurs, plus que jamais aujourd'hui, nous ne devons point hésiter à faire connaître notre détresse, afin que nos gouvernants s'empressent d'y remédier.

Sans remonter bien loin, je dirai que la consommation en viande de bœuf, de mouton et de porc, calculée en

moyenne et par année pour les trente-cinq millions de Français, était, en 1812, de *dix-huit* kilogrammes par habitant; en 1829, de *dix-neuf*, et en 1840, de *vingt*; aujourd'hui on peut estimer qu'elle est de *vingt-un* kilogrammes; c'est à peu près soixante grammes (ou deux onces) par jour par individu.

Cette répartition, je dois le faire remarquer, est tout à fait fictive, comme presque toutes les moyennes des statistiques, car on sait que *trois millions* d'enfants mangent à peine de la viande; que *vingt millions* d'habitants se nourrissent presque exclusivement de porc, et que *deux millions* de pauvres, au moins, sont, comme les prolétaires de l'ancienne Rome, exclus de toute participation au régime animal.

Vous le voyez, Messieurs, dix millions de Français sur trente-cinq, seraient donc, à peu près, seuls admis à se nourrir de viande de bœuf ou de mouton.

Quelle que soit en réalité la distribution de la viande, elle ne donne toutefois qu'une très-petite part à chaque personne, quand on la compare à celle que l'on accorde aux habitants de l'Angleterre qui aurait été, dit-on, en 1837, de *quatre-vingt-deux kilogrammes par an et par individu*, ou de *deux cent vingt-huit grammes par jour*. Ainsi, un Anglais aurait donc à manger près de quatre fois autant de viande de boucherie qu'un Français. Il faut convenir qu'aucun peuple ne consomme autant de chair que les Anglais; mais les Bavares, les Wurtembergeois, les Badois en mangent plus que nous.

La répartition de cette consommation est non moins digne d'être bien connue et bien appréciée. Un habitant du département de la Seine mange en *viande de bœuf* le double de la part d'un habitant du Rhône; *trois fois* celle d'un habitant de la Gironde, et *trente fois* la ration chétive du montagnard des Alpes.

Par contre, excepté encore pour les départements de la Seine et de Seine-et-Oise, les provinces méridionales consomment une plus grande quantité de viande *de mouton* que les régions du nord. Les habitants de la Meuse, de la Moselle, comprenant l'ancienne Lorraine; de la Brie, du Poitou, et nos compatriotes nivernais, sont au nombre de ceux qui, dans toute la France, mangent le plus de viande de porc. Enfin, vous savez, Messieurs, qu'à une époque



très-peu éloignée de nous encore, la plus grande partie des habitants de la Nièvre, je dirai plus, ceux du canton de Saint-Amand, ne mangaient de la viande de boucherie qu'au carnaval, au jour de l'an et les quelques jours consacrés aux principales fêtes de l'année.

Aux citadins seuls, et principalement aux habitants de Paris et des principales villes de la République, est donc réservé le monopole de consommer huit à onze bœufs par an par cent habitants.

La classe aisée en France peut trouver, et trouve en effet, mieux que chez toute autre nation civilisée peut-être, une alimentation animale ou végétale abondante qui peut lui permettre de supporter les conditions qui altèrent la santé ; mais il faut convenir avec douleur que la nourriture animale, si nécessaire à l'entretien de la vie, celle qui donne la force et fait supporter les plus rudes travaux, celle qui, en un mot, soutient et répare les ressorts de la machine animée et prévient les maladies, n'entre pas assez dans l'alimentation de l'ouvrier des grandes villes et surtout du travailleur champêtre, relativement aux dépenses qui sont nécessitées par un emploi développé et soutenu des actions musculaires. Notre pays, j'avais raison de vous le dire, Messieurs, ne produit donc ni assez de blé, ni assez de viande de bœuf et de mouton pour satisfaire à la consommation de ses habitants.

Et cependant, peu de contrées comme la France sont favorisées par la Providence de dons aussi abondants et aussi variés. Un sol fertile, un climat tempéré, un vaste territoire également propre à tous les genres de culture, des rivières, des fleuves qui, coulant dans toutes les directions, lui prodiguent leurs eaux fertilisantes ; deux mers qui facilitent des échanges internationaux ; tout enfin est réuni dans notre beau pays pour assurer sa grandeur, sa prospérité et le bonheur de ses habitants, lorsqu'ils sauront, ou plutôt lorsqu'ils voudront faire usage des forces productives agricoles que la nature a mises à leur disposition.

Les biens que donne la terre, disait Sully, sont les seules richesses inépuisables, et tout fleurit dans un état où fleurit l'agriculture. Mais malheureusement les rois les plus puissants qui aient occupé le trône de notre patrie, n'ont pas toujours assez compris les grandes et puissantes ressources de notre agriculture, et l'ont laissée se trainer lentement

derrière les pas de géant qu'elle faisait en Angleterre et en Allemagne.

La République doit donc tourner ses regards vers l'agriculture, car c'est là, *oui*, là seulement, Messieurs, qu'elle découvrira la source de sa grandeur, de sa puissance ; et, sans espérer le quadruple produit annoncé par Fourier, nous pouvons obtenir dans un temps peu éloigné une augmentation d'un *quart* au moins.

Reporter les idées, les bras et les capitaux vers l'agriculture ; faciliter la navigation des fleuves et des rivières ; augmenter le parcours de nos voies de fer ; multiplier nos routes départementales et améliorer les chemins communaux ; solliciter du gouvernement un abaissement des droits de transport sur les canaux et les chemins de fer en faveur des engrais, des amendements du sol et de ses produits agricoles ; asseoir convenablement les échanges intérieurs des divers produits ; faire prévaloir le commerce intérieur, si constant et si favorable, sur le commerce extérieur si précaire et si dangereux ; irriguer les pâturages, du Midi notamment, en utilisant mieux les eaux superflues des fleuves et des rivières ; fonder un crédit foncier qui puisse faire disparaître l'usure et le régime hypothécaire ; répandre partout la science de l'économie rurale ; vaincre les routines aveugles par des exemples de cultures perfectionnées et fructueuses dans tous les lieux où l'agriculture est arriérée ; telles sont, Messieurs, entre les nombreuses améliorations que réclame notre agriculture, celles qui paraissent urgentes et qui peuvent nous conduire à de très-grands résultats. Mais, dès à présent, augmenter l'étendue et la valeur des prairies naturelles et artificielles, perfectionner et multiplier le bétail ; tel est le but où doivent converger tous nos efforts.

L'étendue des pâturages ne nous manque pas ; nous en possédons *vingt-deux millions* d'hectares ; mais les prés qui fournissent de bon foin n'en forment qu'un *cinquième* ; les prairies artificielles à peine le *douzième* ; les jachères qui servent à la pâture en attendant une nouvelle destination, en constituent le *tiers* ; enfin, les pâtures et les pâtis ont le *plus du double* de la contenance des prés, ou les *deux cinquièmes*.

Nous avons de ce côté une immense ressource pour notre agriculture et une garantie de sécurité pour notre

production animale. Les efforts des hommes qui nous gouvernent doivent donc être dirigés vers ce point important ; car créer beaucoup d'herbe pour alimenter le plus possible de bétail, c'est donner à l'homme, pardonnez-moi l'expression, Messieurs, *du pain d'une main et de la viande de l'autre.*

La plus grande partie de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Hongrie, états où, il y a peu de temps encore, l'agriculture était presque pastorale, sont devenues, par la production du bétail, des contrées où l'agriculture a fait les plus grands progrès.

Mais est-ce à dire qu'il faille dessécher les marais, défricher les landes, transformer les pâtis en prairies ; Dieu veuille nous préserver, *quant à présent*, de voir réaliser ces gigantesques projets, qui engloutiraient d'immenses capitaux sans augmenter dans un temps peu éloigné notre richesse agricole.

L'avenir de nos bestiaux doit aujourd'hui être l'objet de nos premières ambitions, car de ce côté le moindre progrès se traduit en chiffres considérables. Augmenter la valeur d'un mouton *d'un centime* par jour, soit en laine, soit en chair, soit en graisse, c'est, pour les trente-deux millions de têtes oviles que nous possédons, produire annuellement plus de *cent quinze millions* de francs, somme qui égale presque la *moitié* de l'impôt foncier.

L'élève du bétail a donc un avantage immense sur toutes les autres productions agricoles, et, à cet égard, permettez-moi de fixer un moment votre bienveillante attention sur un sujet qui, jusqu'à ce jour, ce me semble, n'a pas assez fixé les regards des agriculteurs et de nos gouvernants.

Dans dix ans, nous devons l'espérer, la France sera parcourue par près de sept mille kilomètres de chemins de fer, qui nécessiteront pour leur exploitation plus de *seize cent cinquante locomotives* de la force, chacune, de *quarante-cinq chevaux* de trait, ou l'équivalent général de la force de *soixante-quatorze mille deux cent cinquante chevaux.*

A la même époque, nous devons l'espérer aussi, l'industrie manufacturière, les bateaux et les bâtiments à vapeur autres que ceux de guerre posséderont plus de *cinq mille cinq cent soixante machines* à vapeur représentant la force de plus de *deux cent cinquante mille chevaux.*

Or, si les renseignements qui m'ont été fournis au minis-



tère des travaux publics sont exacts, si mes données et mes calculs sur la puissance motrice et la vitesse des locomotives, comparées à la force musculaire et à la vitesse du trajet parcouru dans un temps donné par des chevaux de gros trait, sont eux-mêmes exacts, dans dix ans la force de la vapeur utilisée en France serait équivalente à celle de plus de cinq cent quarante-sept mille chevaux de trait.

Le développement de ces prodigieuses forces motrices aura-t-il, Messieurs, une influence marquée sur la production de nos moteurs animés, utilisés plus particulièrement au gros roulage aujourd'hui encore si considérable ? On peut le supposer comme très-probable ; mais à l'avenir seul est réservé la complète solution de cette grande et importante question. Toutefois, il peut être permis d'avancer dès à présent que si nos grosses races chevalines sont destinées dans un avenir récent, comme elles le sont en Angleterre, en Belgique et une grande partie de l'Allemagne, à exécuter les plus pénibles travaux champêtres, la destination des bêtes bovines élevées pour le travail pourra, avec le temps et le perfectionnement des cultures, être changée dans beaucoup de départements. Devenant animaux de rente, nos meilleures races bovines pourront être engraisées et livrées à la boucherie dès l'âge de deux à quatre ans, et ainsi augmenter bientôt d'un quart, peut-être, la somme des subsistances animales dont la France a un si pressant besoin pour notre population laborieuse et souffrante.

Mais pour atteindre promptement ces résultats si désirables, il est indispensable, je le répète, de diriger les bras et les capitaux vers les travaux des champs ; il est nécessaire de démontrer que l'agriculture, étant une science et un art, doit être aimée des propriétaires du sol ; il est utile de retirer des grandes villes cette masse de travailleurs attachés à l'industrie manufacturière, qui, au moindre dérangement dans notre commerce intérieur ou extérieur, exploite le chômage ; qui, à la plus petite commotion politique, menace de bouleverser la société ; il est indispensable enfin que le gouvernement subventionne largement l'agriculture et accorde des encouragements pécuniaires et honorifiques aux hommes dévoués, intelligents, laborieux et progressifs qui augmentent la richesse agricole.



L'industrie manufacturière, les finances, ont depuis longtemps trop préoccupé nos gouvernants, les capitalistes et les classes aisées; et tandis que par mille canaux divers des millions parvenaient dans les mains d'agioteurs et de prétendus industriels, les plus justes réclamations de *vingt-cinq millions* d'agriculteurs représentés par les comices, les sociétés, les congrès agricoles, étaient à peine écoutées.

Quand le grand Frédéric et tous ses successeurs accordaient à la Prusse, royaume dont l'étendue est d'un quart à peine de celle de la France, *dix millions* d'encouragements par an à l'agriculture, somme qui, de l'année 1763 à 1802, s'est élevée à trois cent quatre-vingt-dix millions, la France, à cette même époque, ne faisait presque aucun sacrifice pour la prospérité de son agriculture.

Quand l'Angleterre prodiguait l'or au célèbre éleveur Backwel pour améliorer une seule race de bœufs et de moutons vers la fin du siècle dernier, la France négligeait encore le perfectionnement de son bétail.

Et quand, en 1847, le royaume de la Grande-Bretagne donnait *cent vingt-cinq millions* pour le *drainage*, opération qui consiste dans l'assainissement des prairies trop humides, à l'aide de tuyaux souterrains, le gouvernement déchu n'accordait que *deux millions* pour les haras qui n'ont que fort peu perfectionné nos races chevalines, et moins *d'un million* pour toute subvention à notre industrie agricole.

La République comprendra mieux, nous devons l'espérer, Messieurs, l'indispensable nécessité d'accorder un large budget à l'agriculture, et de la doter bientôt d'un crédit agricole raisonné et applicable à la *petite comme à la grande culture*, car, sans capitaux, l'homme le plus instruit et le plus capable ne peut rien faire d'important en économie rurale.

Le département de la Nièvre est, Messieurs, appelé à contribuer pour une forte part à nos ressources agricoles; sa situation topographique, la nature tenace et fraîche de son sol, la richesse de ses herbages entretenue par des bois épais et de nombreux cours d'eau; la facilité d'y créer à peu de frais des prairies naturelles et artificielles; la belle et précieuse race bovine charolaise que ses éleveurs multiplient dans tous les bons domaines; la possibilité de réchauffer ses terres et d'alimenter ses cultures

par la marne ; les voies de communication faciles qui le coupent aujourd'hui dans tous les sens, jointes aux trois grandes routes nationales et aux trois grands cours d'eau qui le bordent, réservent à la Nièvre un magnifique avenir agricole.

Aujourd'hui même les résultats admirables qui ont été obtenus depuis peu de temps en agriculture dans le Nivernais, méritent d'être cités. Sur l'étendue de 681,093 hectares et pour une population de 297,550 âmes, notre département entretient maintenant plus de 126,000 bêtes bovines, 285,000 moutons, 16,000 chevaux et près de 4,000 mulets et ânes, soit plus de 432,000 animaux. nombre presque double de celui qui figurait à son budget agricole il y a un peu plus de trente ans. Aussi la Nièvre, relativement à son étendue, figure-t-elle parmi les dix plus riches départements en gros bétail.

L'avenir agricole du Nivernais est donc dans l'extension et l'amélioration qu'il donnera à ses prairies naturelles et artificielles, et la production d'un bétail perfectionné de travail et d'engrais.

Déjà les efforts de tous les cultivateurs qui sont entrés franchement dans cette voie de progrès ont été couronnés de succès. Nous n'envoyions en 1790 que 1,500 bêtes bovines à la boucherie de Paris, et nous en fournissons aujourd'hui plus de 20,000.

La race morvandelle, petite, sobre, rustique, adroite, excellente pour les labours sur les plans les plus inclinés, les charrois difficiles et pénibles pour l'exploitation des bois, mais dure à l'engraissement, doit être religieusement conservée dans toute la partie ouest et nord du département, comme aussi dans tous les domaines où les façons du sol sont difficiles, pénibles et la culture encore peu avancée. Mais à côté de cette race antique se montre la nouvelle et belle race charolaise importée par le père d'un de nos plus habiles éleveurs et engraisseurs, M. A. Paignon, dans la riche vallée de Germigny (Cher). C'est cette magnifique race blonde, tout à la fois travailleuse, rustique, docile, d'un engrais facile, précoce et très-estimée pour la boucherie, qui a remplacé nos anciennes races bâtarde, nivernaise, bourbonnaise et berri-chonne, généralement mal conformées et consommant beaucoup, dans les environs de Nevers, le Basois et dans

toutes les exploitations riches en bons herbages naturels et artificiels.

Considérablement améliorée par les soins de MM. Tachard, Monot, Hervieu, Ferdinand Ruiz, et particulièrement M. Louis Massé, de La Guerche, cette superbe race, dont le poids vivant, dès l'âge de quatre ans, peut aller jusqu'à 900 et 1,000 kilog., et le rendement en chair jusqu'à 61 kilog. pour 100, admirée et couronnée à Poissy aux acclamations des connaisseurs, doit, à juste titre, être considérée comme un des plus beaux types de conformation pour le travail et la boucherie que la France possède. Cette race mérite donc d'être l'objet de tous les soins de nos bons éleveurs, car c'est à elle qu'est principalement réservé l'un des plus beaux rôles dans l'avenir florissant de notre département.

Quelques riches éleveurs et l'administration supérieure de l'agriculture ont tenté de croiser cette race avec le taureau anglais de Durham dans un but d'amélioration pour la boucherie et la production du lait. Ces croisements, j'ai été assez heureux pour en signaler les inconvénients aux agriculteurs, et l'avenir a démontré que je ne m'étais point trompé. Aussi, éclairés par l'expérience, la plupart des éleveurs expérimentés ne produisent-ils des bœufs métis durham-charolais, que comme bêtes de rentes d'une maturité précoce et économique.

Pendant longues années, le canton de Saint-Amand, où je suis fier d'être né, avec ses chemins défoncés et impraticables, ne permettant que très-difficilement le débouché de ses produits agricoles et industriels ; isolé, privé même de la possibilité d'utiliser la marne en grand et à peu de frais, n'a pas tardé à suivre le mouvement du progrès agricole qui, depuis longtemps déjà, se signalait dans d'autres parties du département.

Aujourd'hui ses tristes gâtines, ses marais et ses étangs insalubres, ses prairies humides, ses pacages maigres et fangeux, ses nombreuses et improductives jachères, ont fait place à une culture productive. Son bétail, petit et chétif, mieux nourri, mieux logé, mieux entretenu, a été remplacé par un autre bétail qui, certes, laisse encore beaucoup à désirer, mais qui cependant offre une meilleure conformation, est moins exposé aux maladies et d'une vente plus facile et plus avantageuse ; enfin par de



généreux efforts tentés par des propriétaires, agriculteurs habiles, la race charolaise a pu être substituée dans plusieurs domaines au bœuf du Morvan, aux petites vaches bâtardes du pays et aux génisses amenées de la Basse-Auvergne. Le plus grand nombre d'entre nous n'a pas dû oublier ce qu'était le canton de Saint-Amand il y a quinze ans. Et si nous comparons son état agricole d'alors avec celui d'aujourd'hui, le progrès n'est-il pas réel et frappant ? Le succès n'a-t-il pas dépassé toutes les espérances ?

Et cependant l'agriculture de notre canton est loin encore d'avoir atteint tout ce qu'elle peut produire en herbages naturels et artificiels, en céréales et en bétail.

Espérons donc, Messieurs, qu'avec une République sage, modérée, honnête et progressive, qui veut l'ordre et la paix, le canton de Saint-Amand prendra le rang qui lui est assigné parmi les riches cantons agricoles du Nivernais.

## DES ANIMAUX DE BOUCHERIE



La Société a décidé, à sa séance du 3 janvier dernier, que les réflexions sur l'utilité de modifier les bases du programme du concours de Poissy, pour les animaux de boucherie, que j'avais eu l'honneur de lui lire, seraient renvoyées à la section d'économie des animaux, pour y être étudiées, et, s'il y avait lieu, être présentées en considération. Elle a résolu, toutefois, que le travail de la commission fut tenu secret. Votre section, composée de M. L. Laroche, Hyart, Bartschels, Murant

Nevers. — I.-M. FAY, imp.